



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Bretagne

Lorient, le 22 janvier 2010

Unité Territoriale du Morbihan
34 Rue Jules Legrand
56100 LORIENT
Téléphone: 02 97 84 19 20
Télécopie : 02 97 21 31 72

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Société OLMIX – ZA du Haut Bois à BRÉHAN (56580).

Référence : Votre transmission du 07-08-2009,

P. Jointe : Projet d'arrêté d'autorisation.

1. PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DU DOSSIER DE DEMANDE

Par une demande en date du 16 février 2009, la société OLMIX a sollicité l'autorisation d'étendre son activité de fabrication et de conditionnement de compléments alimentaires d'origine végétale et minérale destinés à l'alimentation animale au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Bréhan – ZA du Haut Bois. Elle a également le projet de créer une unité de fabrication d'amendements minéraux.

1.1 - Le demandeur.

L'entreprise qui compte 47 salariés a comme activité principale la fabrication de compléments alimentaires pour animaux. Elle réalise des amendements minéraux à base d'argile.

1.2 - Le site d'implantation.

La société OLMIX est implantée dans la zone d'activité du Haut Bois et occupe 18 209 m² sur les parcelles cadastrées n° 86, 88, 90, 113 à 118 – section PC.

Le plan local d'urbanisme a classé les terrains en zone Ula (zone à vocation industrielle).

L'accès au site est assuré pour les véhicules venant de Rohan par la RD 2 et pour les véhicules venant de Josselin par la RD 12.

Présent
pour
l'avenir

..!...

1.3 - Classement des activités.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512.1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Nature des activités	Rubriques de la nomenclature	Limites actuelles		Activité future	Classement : A, DC, D, NC (1)
		Déclaration	Autorisation		
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minéraux et autres produits minéraux naturels ou artificiel. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant :	2515	40 kW	200 kW	1 134 MW	A
Installations de combustion : lorsque l'installation consomme exclusivement, seul ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :	2910 - A	< 2MW	> 20MW	4 330 MW	DC
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés : 2. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant	1412.2	6 t	50 t	35,31 t	DC
Emploi ou stockage de produits dangereux pour l'environnement (A) toxiques : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	1172	< 20t	100 t < 200 t	24,2 t	DC
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa. : 2. Dans tous les autres cas	2920.2	b) 50 kW	a) 500 kW	Air : 78,5 kW	D
Emploi ou stockage de produits dangereux pour l'environnement (B), toxiques : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	1173	< 100t	200 t < 500 t	< 100 t	NC
Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits inflammables ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables 1. En silo ou installations de stockage	2160.1	5.000 m³	15.000 m³	2 148 m³	NC
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :	1432.2	b) 10 m³	a) 100 m³	1,57 m³	NC
Installation de remplissage ou distribution de liquides inflammables 1. Installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation étant :	1434.2	1 m³/h	20 m³/h	0,18 m³/h	NC
Emploi et stockage d'oxygène : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation.	1220	2 t	200 t	12 kg	NC
Stockage ou emploi d'acétylène : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	1418	< 100 kg	1 t < 50 t	< 10 kg	NC
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t) :	1510	5 000 m³	50 000 m³	< 500 t	NC

(1) A : autorisation, D : déclaration, DC : Déclaration soumise à contrôle périodique, NC : Non Classé

1.4 - Les inconvénients et moyens de prévention.

■ Flore et faune

Le site internet de la DIREN de Bretagne montre l'absence de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type I et II sur la commune de Bréhan.
La ZNIEFF la plus proche est la forêt de Lanouée (ZNIEFF de type II).

En situation future, le projet n'aura pas d'impact supplémentaire compte tenu de sa localisation en zone industrielle.

■ Intégration dans le paysage

La société OLMIX s'intègre dans le paysage de la zone artisanale où elle se trouve implantée ; elle respecte l'aménagement dicté par le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.).

Les principaux éléments favorisant cette intégration sont :

- la hauteur limitée des bâtiments,
- les couleurs des bâtiments aux tonalités sobres.

En situation future, le projet n'aura pas d'impact significatif supplémentaire puisque le projet s'intègre dans les bâtiments existants.

■ Eau

La société OLMIX est exclusivement alimentée par le réseau d'eau potable communal. Le branchement est équipé d'un compteur général avec disconnecteur (installé en 2009).

Les **usages principaux** sont les suivants :

- usages sanitaires : WC, cuisine, lavabos,
- usages industriels : incorporation dans les ingrédients et huiles essentielles qui servent pour le process.

Les réseaux d'eaux de la société OLMIX sont de type séparatif.

Le schéma directeur d'assainissement de la commune de Bréhan indique que la zone d'activité n'est pas située en zone d'assainissement collectif.

Le principe de traitement autonome (fosse toutes eaux et filtre à sable vertical drainé) reste compatible avec ce schéma directeur d'assainissement.

Les eaux usées sanitaires de l'ensemble de l'usine et de la cuisine sont prétraitées avant rejet au fossé. L'ensemble de la filière de traitement a été mis en œuvre en 2003. Les caractéristiques des rejets d'eaux usées sont de type domestique.

Le système de traitement actuel est complet et conforme à la réglementation en vigueur.

Les eaux pluviales des toitures, voiries et aires de parking sont reprises et rejetées au fossé lequel rejoint le ruisseau du Lintan. Un déboureur séparateur d'hydrocarbures est installé près du portail sud-ouest.

En situation future, l'entretien des installations sera assuré par une entreprise agréée.

Le projet n'engendrera pas de modification concernant la nature des rejets d'eaux usées.

■ Déchets

Sur le plan des déchets, la société OLMIX génère différents types de déchets avec les filières d'élimination suivantes : recyclage matière (déchets industriels banals et certains déchets dangereux (néons : valorisation du gaz, encres, piles, huiles usagées, ferrailles-inox) ; enfouissement en centre d'enfouissement technique pour les bigs bags PP.

L'ensemble des déchets sortant du site est répertorié et consigné avec mention des transporteurs et de leurs destinations.

En situation future : pas de changement, en dehors des évolutions réglementaires et évolutions de filières de traitement.

■ Bruit

Une campagne de mesure de bruit a été réalisée en janvier 2009.

Cette campagne a montré un respect des niveaux sonores en limite de propriété en période jour et nuit mais des dépassements en zone à émergences réglementées en période jour et nuit.

Dans le cadre du projet, une réorganisation des ateliers est prévue, notamment au niveau de l'atelier argile et du broyeur.

L'atelier argile va être entièrement cloisonné et fermé, ce qui permettra de confiner les émissions sonores au sein de l'atelier et de limiter au maximum la résonance des bruits.

Une attention particulière sera également portée à la mise en œuvre de techniques sans nuisances acoustiques pour le projet de la société OLMIX.

De plus, concernant le projet de fabrication d'amendements minéraux, un sas est prévu entre l'atelier de fabrication et le portail extérieur, ce qui permettra de limiter les bruits lors de l'expédition des produits finis.

■ Trafic routier

Le trafic routier lié à l'activité de l'usine est nettement plus faible que celui des principaux axes de circulation des alentours. Il représente environ 0,3% de la circulation locale globale (en rapport avec la circulation moyenne mesurée sur la RD12).

La circulation de poids lourds dans le centre ville de Bréhan est évitée.

En situation future, l'évolution du site augmentera le trafic lié à l'activité de la société OLMIX de l'ordre de 400 %, ce qui portera le trafic journalier à environ une quinzaine de camions par jour. L'impact du trafic routier en situation future restera négligeable par rapport à la circulation globale du secteur (environ 1,3 % de la circulation locale globale (en rapport avec la circulation moyenne mesurée sur la RD12).

■ Air

La société OLMIX dispose d'une chaudière et d'un tube sécheur fonctionnant au gaz d'une puissance totale de 2 030 kW. Ces équipements sont contrôlés une fois par an par des organismes agréés.

Elle dispose également de cyclones de dépeussierage avec filtration de l'air avant évacuation vers l'extérieur au niveau de l'atelier « argile ».

Les filtres sont décolmatés automatiquement avec récupération des poussières.

Le dépotage des matières premières livrées soit en vrac soit en big bags peut générer des poussières.

L'adjonction de certains produits peut être réalisée soit directement dans le mélangeur qui est en dépression, soit via une trémie qui elle-même est en dépression. La mise en dépression de ces équipements permet de limiter au maximum le risque de formation et dissémination de poussières.

L'ensemble des dispositions permet d'éviter toute formation et dispersément de poussières.

un sécheur supplémentaire a été installé. Des essais sur les rejets atmosphériques ont été réalisés à la mise en route pour confirmer le réglage et bon fonctionnement de l'installation.

De plus, plusieurs dépeussierateurs turbine et filtre à manches filtrantes ont été installés en 2009. Ces dépeussierateurs disposent d'un décolmatage automatique et de dispositifs d'autocontrôle.

En situation future, il n'y aura pas de modifications dans la nature des produits utilisés ni dans les modalités de dépotage.

L'impact d'une pollution de l'air sur le milieu naturel est ainsi extrêmement faible.

■ Energie

Les énergies utilisées sur le site OLMIX sont l'électricité et le gaz propane et le fioul.

En situation future, il n'y aura pas de modification dans le choix des énergies. Une attention particulière a été portée sur le choix des équipements pour minimiser l'impact énergétique du projet. En effet, la mise en œuvre du recyclage des gaz du refroidisseur dans la chambre à combustion du tube sécheur doit permettre de limiter les variations de températures et ainsi les surconsommations de gaz pour maintenir la température constante dans la chambre de combustion du sécheur.

■ Risque sanitaire

Les risques sanitaires potentiels liés à l'activité de la société OLMIX peuvent être liés : aux rejets d'eaux vannes, aux rejets d'eaux pluviales, aux rejets atmosphériques des installations de combustion, aux poussières et au bruit.

Concernant les eaux vannes, elles sont entièrement collectées par le réseau industriel d'eaux usées avant d'être traitées par un dispositif d'assainissement autonome et rejetées au fossé. La probabilité d'exposition est très faible.

Concernant les eaux pluviales, elles sont entièrement collectées par le réseau industriel d'eaux pluviales avant rejet au fossé.

En situation future, les eaux pluviales seront traitées par un séparateur hydrocarbures sur la partie non traitée. La probabilité d'exposition est très faible.

Concernant les émissions atmosphériques liées aux installations de combustion, l'exposition est très peu probable compte tenu de la puissance des installations et de la nature du combustible utilisé. La probabilité d'exposition est très faible.

Concernant les poussières, la probabilité d'exposition du personnel est importante mais des dispositions sont prises pour limiter les risques au maximum (configuration du bâtiment, modalités de dépotage, caractéristiques des équipements, suivi médical du personnel).

Concernant les émissions sonores, le projet est conçu pour limiter au maximum son impact sur les riverains. Le risque sanitaire présenté par l'usine est maîtrisé.

1.5 - Les risques et moyens de prévention.

Plusieurs risques ont été identifiés dont les principaux sont le risque incendie de stockage des emballages vides et le risque d'explosion des installations de compression. Compte tenu des moyens mis en place (dispositions constructives, formation du personnel et matériel de lutte contre l'incendie), ces risques sont considérés comme limités et acceptables. Ils sont contenus dans les limites de l'emprise de l'établissement selon les conclusions de l'étude de dangers.

2. LA CONSULTATION ADMINISTRATIVE ET L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.1 - L'enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 2 juin au 3 juillet 2009 dans la commune de Bréhan.

Elle a donné lieu à des observations relatives, entre autres, au bruit, aux eaux usées et à la rétention des eaux en cas de fortes pluies. Le commissaire-enquêteur a transmis toutes les observations à la société auxquelles elle a répondu par un courrier du 17 juillet 2009 :

- *concernant le bruit* : la société s'engage à fermer les portails de l'usine la nuit ce qui évitera l'investissement d'un mur en béton continu et arboré ;
- *concernant les eaux usées* : le site est équipé d'un collecteur d'eaux relié à un débourbeur et à un séparateur ;
- *concernant le bac de rétention* : la société a fait une demande auprès de Pontivy Communauté pour étudier la mise en place d'un bac de rétention ou d'améliorer l'écoulement des eaux de pluie sur la zone d'activité du Haut Bois ;
- *concernant les cuves de 1000 litres au pignon Nord-Ouest* : elles contiennent de l'argile et des algues.

Considérant le dossier présenté par la société OLMIX, les améliorations réalisées ou programmées et les réponses satisfaisantes de la société aux observations qui lui ont été transmises, le Commissaire enquêteur donne un avis favorable.

2.2 - Les avis des conseils municipaux.

Les conseils municipaux des communes de Bréhan, et de Saint-Etienne du Gré de l'Isle (22) ont émis un avis favorable.

2.3 - Les avis des services.

- **LA DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES DE BRETAGNE** – Avis du 2 mars 2009.
Elle n'émet aucune réserve ; aucun site archéologique n'étant recensé sur l'emprise du secteur d'étude.
- **LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE** – Avis du 20 mai 2009.
Elle émet un avis favorable au projet après une visite sur site.
- **LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE** – Avis du 26 mai 2009.
Le dossier appelle de leur part les observations suivantes :
« Au chapitre 3 page 3 et chapitre 4 page 26 il est précisé que « le dispositif d'assainissement actuel est complet donc conforme... ». Une description de l'installation, son entretien et une analyse sur le rejet serait de nature à vérifier la conformité effective du dispositif.

Chapitre 4, page 26 : La surface imperméabilisée est de 14 727 m² et génère un débit qu'il y a lieu de compenser au regard du ruisseau Le Lintan et non pas de l'Oust situé à 2,5 km en aval. Il paraît nécessaire qu'une compensation volumétrique basée sur l'occurrence décennale soit installée. Son

implantation par rapport au séparateur d'hydrocarbure devrait être précisée ainsi que les caractéristiques de ce séparateur ».

■ La DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES – Avis du 15 mai 2009.

Elle émet un avis favorable à cette demande sous réserve que :

- la réorganisation des ateliers suite à la nouvelle production d'amendements minéraux permette un respect des émergences sonores nocturnes,
- la totalité des produits liquides soit stockée sur rétention.

2.4 - Mémoire en réponse de l'exploitant

Suite à la consultation des services administratifs et des conseils municipaux, l'exploitant a apporté des compléments d'informations, dans son mémoire en réponse à l'inspection des installations classées du 19 novembre, du 14 décembre 2009 et du 15 janvier 2010.

Un disconnecteur a été installé sur le réseau d'eaux potable en avril 2009.

Les eaux usées sanitaires de l'ensemble de l'usine et de la cuisine sont prétraitées avant rejet au fossé par une fosse toute eaux d'une capacité de 5 m³, un filtre à pouzzolane puis un filtre à sable vertical drainé (d'une surface de 35 m²).

Concernant les eaux pluviales, la société OLMIX prévoit en 2010 la mise en œuvre d'un séparateur hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales des zones à risques non traitées (parking véhicules, zones de réception et d'expédition), d'un bassin d'orage (non dimensionné à ce jour) et d'un limiteur de débit. L'impact des eaux pluviales en situation future sera donc amélioré par rapport à la situation actuelle.

Ce bassin d'orage commun à la zone d'activité servira également de réserve d'eau incendie (volume également non défini à ce jour).

Concernant le bruit, les portails donnant sur l'extérieur resteront fermés (sauf lors d'une intervention de maintenance lorsque la ligne de granulation sera à l'arrêt). Une ouverture entre le local de stockage et l'atelier de production argile a été pratiquée pour évacuer les big-bags produits sans que soit nécessaire l'ouverture des portes extérieures.

3. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La régularisation des installations exploitées par la société OLMIX est soumise à autorisation préfectorale, du fait de l'augmentation de la capacité des installations de broyage de matériaux minéraux.

La consultation du public a donné lieu à quelques observations. Lors de la consultation des communes et des services administratifs, plusieurs observations et propositions de prescriptions ont également été formulées.

- Le bruit :

Une mesure de la situation acoustique devra être réalisée dans les six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral puis tous les 3 ans. En cas de non conformité malgré les mesures prises, l'exploitant devra mettre en œuvre de nouvelles mesures.

- Eaux pluviales :

La société doit créer un bassin d'orage dont la capacité d'accueil et le débit sont à définir. Ce bassin doit également être équipé d'un décanteur séparateur d'hydrocarbures et en aval d'un régulateur de débit et d'une vanne de sectionnement. Ces moyens sont repris dans le projet d'arrêté joint.

- Eaux usées :

une mesure de rejet dans le milieu récepteur sera réalisée tous les ans afin de vérifier l'efficacité du système autonome de traitement des eaux usées.

4. AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'examen du dossier de demande de régularisation et les consultations qui ont été menées n'ont pas fait apparaître d'oppositions majeures au projet.

Les dispositions prévues concernant les rejets d'eaux, le bruit et la sécurité du site permettent de rendre les installations conformes aux dispositions réglementaires qui sont applicables.

Le projet de prescriptions joint au présent rapport comporte notamment des prescriptions relatives :

- aux prélèvements et rejets des eaux,
- à la limitation et au contrôle des émissions sonores,
- aux mesures de sécurité.

A l'issue de l'instruction, le projet ne présente pas d'écart par rapport au niveau d'exigence requis pour ce type d'établissement.

Les dispositions prévues par le demandeur sont de nature à assurer le respect des intérêts visés par le code de l'environnement.

En conclusion, nous proposons à monsieur le préfet d'accorder l'autorisation sollicitée, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté annexé au présent rapport, après avoir recueilli l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.